

LE MATIN – 11 JUIN 2026

ÉCLAIRAGE: La Suisse dans l'ombre du génocide rwandais

Au cours des années qui ont mené au pire génocide depuis la Shoah, la Suisse officielle savait beaucoup de choses, rappelle Paul-Henri Arni. Pour ne pas oublier.



Paul-Henri Arni **Chronique**

Historien et diplomate

Paul-Henri Arni a été diplomate des Nations-Unies et délégué du Comité international de la Croix-Rouge. Il est historien de formation.

Au cours des années qui ont mené au pire génocide depuis la Shoah (800'000 à un million de morts au Rwanda, tués en trois mois), la Suisse officielle savait beaucoup de choses. Berne a développé une coopération étroite avec le régime rwandais pendant 35 ans, jusqu'au génocide de 1994. Un haut fonctionnaire suisse, payé par Berne, a conseillé les présidents rwandais successifs. L'un d'eux, Charles Jeanneret, lui écrivait ses discours. L'archevêque de ce petit pays d'Afrique de l'Est, où l'Eglise catholique joue un rôle central, a longtemps été Monseigneur André Perraudin, un Valaisan. La Suisse savait depuis les massacres de 1963 que le Rwanda était sur une trajectoire explosive de tensions raciales entre majorité hutue et minorité tutsie. Elle a choisi de fermer les yeux. Les massacres contre les civils tutsis ont été encouragés et rendus possibles par une propagande d'État, que Mgr Perraudin et la coopération suisse ont validée jusqu'au bout, en inversant les responsabilités pour accuser les Tutsis réfugiés à l'étranger de tous les maux. Pourquoi la Suisse a-t-elle maintenu ce double rôle de conseiller et de coopérant avec un régime qui basait toute sa politique depuis trente ans sur la ségrégation raciale? Pourquoi Berne n'a pas voulu voir le caractère extrémiste du discours officiel rwandais et a continué à défendre «ce haut plateau qui ressemble à l'Emmenthal» selon une note de la coopération suisse? En voyant que ses conseils au président rwandais n'étaient plus pris en compte après les événements de 1963, pourquoi la Suisse s'est-elle entêtée à rester à Kigali?

Ces questions, et les réponses qu'elles amènent, ressortent d'une recherche historique approfondie menée pendant trois ans par l'historienne Anne Emery-Torracinta, ancienne Conseillère d'Etat genevoise et ex-professeure d'histoire. «Un génocide n'arrive jamais par hasard», dit-elle dans la somme de 500 pages qu'elle vient de publier: «Dans l'ombre du génocide des Tutsis, la Suisse et le Rwanda, 1950-1994». Un livre salutaire sur une page sombre de l'histoire de la coopération suisse, basé sur l'étude de toutes les sources accessibles, ainsi que sur des dizaines de témoignages et plusieurs voyages au Rwanda.

Dans son analyse, Anne Emery-Torracinta rappelle le contexte qui a poussé la Suisse à mettre sur pied une coopération au développement au début des années soixante, en concentrant ses efforts sur le Rwanda. Pour Berne, il s'agissait de rompre avec l'isolement diplomatique dans lequel sa collaboration avec le Troisième Reich l'avait placé. Le gouvernement fédéral voulait redorer l'image de la neutralité suisse en l'associant à un effort de solidarité internationale. Or, le Rwanda cohabitait plusieurs cases: un petit pays montagneux et paysan, une démocratie apparente où le président roulait en VW, des vaches sur toutes les collines, un peuple chrétien et travailleur, un archevêque suisse qui vendait le Rwanda à Berne en le comparant à une Suisse médiévale ayant besoin de son soutien, le nommant «un petit frère sympathique de notre Suisse bien-aimée». Une vision superficielle, truffée de clichés coloniaux qui n'empêchera pas la Suisse d'investir au Rwanda près de 300 millions de francs jusqu'en 1994. Pendant toutes ces années, le régime hutu issu de l'indépendance développe ce que l'historienne genevoise nomme «un véritable racisme d'Etat», en construisant la notion d'ennemi de l'intérieur qui sera aussi celui des génocidaires de 1994. De 1962 à 1964, en réponse à des incursions armées de quelques centaines de réfugiés rwandais, des «milices d'autodéfense civile» massacrent systématiquement 15'000 civils Tutsis. Ces derniers sont qualifiés, comme ils le seront à nouveau en 1994, de «cafards» qu'il faut écraser. Dans un discours radiodiffusé, le président Kayibanda lance une mise en garde glaciale: si les Tutsis s'en prennent un jour à Kigali, «ce sera la fin totale et précipitée de la race tutsi». Une prophétie de solution finale, trente ans avant le génocide des machettes.

Durant cette lente dérive rwandaise, la coopération suisse se poursuit de manière inconditionnelle. À aucun moment, Berne ne fait vraiment pression sur les autorités rwandaises pour conditionner son aide. Anne Emery-Torracinta démontre l'aveuglement de la Suisse officielle, qui reprend les arguments des autorités de Kigali sur la menace extérieure que font peser les réfugiés tutsis. Tout cela mâtiné d'un racisme courant à l'époque pour justifier les guerres tribales, jugées normales en Afrique. Tous les Suisses ne partagent pas la complaisance de Berne et le font savoir. Le CICR d'abord, qui quitte le pays provisoirement en 1975 quand les autorités lui interdisent l'entretien sans témoin avec les détenus politiques. Puis, sous la direction d'un chef de délégation exceptionnel, Philippe Gaillard, les équipes du CICR sauveront plusieurs dizaines de milliers de personnes pendant le génocide de 1994, en faisant preuve d'une bravoure inouïe face aux tueurs. Ce courage de dire non, un enseignant suisse au Rwanda, Denis-Gilles Vuillemin, témoin direct des massacres de 1963, en fera aussi preuve en démissionnant de son poste. Il publiera une lettre ouverte dans le journal «Le Monde» dénonçant un «génocide organisé par le pouvoir rwandais». Son témoignage, qui engendrera beaucoup de vagues, sera relativisé par Hans Karl Frey, un haut fonctionnaire suisse conseiller du président Rwandais, qui voit en Vuillemin un communiste. Même le Pape dénonce un «terrible génocide systématique» en février 1963. Cela n'empêche pas l'archevêque Perraudin de pondre un long mémorandum dont l'objectif est de convaincre de la nécessité de poursuivre la coopération suisse. Il situe le contexte politique africain, menacé par le communisme, pour justifier l'engagement suisse ainsi que celui de l'Eglise auprès du régime rwandais. Trente ans plus tard, en plein génocide, Perraudin, de retour en Suisse, continuera de soutenir la thèse des extrémistes hutus. «Au soir de sa vie, il semble n'avoir rien appris de l'Histoire», conclut l'ancienne magistrate.

Comment expliquer un tel aveuglement? L'historienne genevoise évoque le contexte politique de la guerre froide et l'anticommunisme des décideurs, le souhait de la Suisse de redorer son blason, la présence de hauts fonctionnaires et d'un dignitaire religieux suisses influents auprès du régime, et cette singularité très helvétique de prétendre séparer la coopération «technique» de ses implications «politiques». Puisqu'on met sur pied des coopératives paysannes, ce que

décide le gouvernement en politique intérieure ne nous regarde pas, semblent dire ces coopérants suisses qui font montre autant d'hypocrisie que de naïveté. En matière de coopération au développement, de choix de projets et de bénéficiaires, le « technique » est inséparable du politique. Croire qu'on peut séparer ces deux dimensions est «une vision que les événements tragiques du Rwanda démentiront», souligne Anne Emery-Torracinta. Ce livre est un réquisitoire contre la politique de soutien de la Suisse au Rwanda, et contre son silence face à un régime qui éliminait, sous les yeux de ses conseillers, une partie de ses citoyens «non pour ce qu'ils avaient fait, mais pour ce qu'ils étaient». Cela dit, les choses ne sont pas aussi simples, rappelle l'autrice. Entre le Conseil Fédéral, le DFAE, la direction de la coopération, l'Église catholique, les diplomates et conseillers individuels, lorsqu'on évoque le rôle de la Suisse au Rwanda, il faut se rappeler que la main gauche ne savait pas toujours ce que faisait la main droite.

Il n'empêche. Le moment est venu de raconter cet échec et d'en analyser les causes. En Suisse, nous n'aimons pas trop ceux qui critiquent l'action de notre pays. Et nous avons la fâcheuse habitude d'oublier les moments controversés de notre histoire. De mettre la poussière sous le tapis en espérant qu'elle y reste. A mon avis, le rôle de la Suisse pendant la Deuxième guerre mondiale en est l'illustration. Pendant des décennies, la Suisse s'est convaincue qu'elle ne devait qu'à son général et son armée courageuse de n'avoir pas été envahie par l'Allemagne nazie. Sous pression extérieure, le gouvernement helvétique a confié à une commission indépendante – la fameuse commission Bergier - le soin de faire la lumière sur les relations du pays avec le régime nazi et sur sa politique d'asile. Publié en 2002, un rapport de onze mille pages montre que ce sont surtout les importantes relations économiques avec Berlin qui ont épargné la Suisse.

Dans le cas du Rwanda, le Conseil fédéral a mandaté - la même année, en 1996 - le haut fonctionnaire Joseph Voyame qui a produit un rapport complaisant minimisant le rôle de la Suisse dans la tragédie du Rwanda. Contrairement au rapport Bergier, ce texte met la poussière sous le tapis, «en toute bonne conscience et pour solde de tout compte» note Anne Emery-Torracinta, qui, avec ce livre analytique et passionnant, rouvre une plaie qui n'avait pas été soignée. En faisant la lumière sur un dossier trop vite fermé, avec une honnêteté intellectuelle remarquable. À mille lieues d'un livre à charge.

Trente ans après le génocide rwandais, il serait temps que la Suisse officielle ouvre toutes ses archives à une nouvelle commission Bergier, et en tire les leçons pour la conduite actuelle de la politique étrangère suisse, assez décriée ces derniers temps. Car, comme conclut l'historienne genevoise, «l'indifférence aux malheurs des autres et l'absence de courage font le lit des génocides».